

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Gestions-des-matieres-et-dechets-radioactifs-une>

Réseau Sortir du nucléaire > Presse > Nos communiqués de presse > **Gestions des matières et déchets radioactifs : une couche de vernis participatif pour faire accepter d'anciens et nouveaux projets imposés !**

26 février 2020

# Gestions des matières et déchets radioactifs : une couche de vernis participatif pour faire accepter d'anciens et nouveaux projets imposés !

**Le 21 février 2020, le gouvernement et l'Autorité de sûreté nucléaire ont dévoilé leurs [orientations](#) concernant le Plan National de Gestion des Déchets et Matières Radioactifs (PNGMDR). Malgré les nombreuses oppositions exprimées pendant le temps du débat public organisé à ce sujet, l'esprit de ce plan n'a pas changé : aucune remise en question de la production de ces déchets ingérables, ni des projets en cours.**

Seule avancée : suite au débat public, les autorités envisagent enfin d'étudier aussi, en parallèle, d'autres options de gestion des déchets (comme la recherche sur la transmutation ou l'étude de l'entreposage à sec des combustibles usés) que celles actuellement prévues. Reste à savoir si des moyens y seront effectivement dédiés ou s'il s'agit d'une concession purement symbolique pour renvoyer une image d'ouverture.

Pour le reste, comme nous l'avions malheureusement pronostiqué, **les orientations du gouvernement ne comportent aucune remise en question des programmes prévus**, qu'il s'agisse de l'enfouissement des déchets radioactifs à Bure ou de la construction d'une nouvelle piscine d'« entreposage centralisé » pour le combustible usé [1]. Pour le gouvernement et l'ASN, ce dernier projet découlerait même d'un "consensus". Or la lecture du bilan du débat public ne fait nullement apparaître que cette option, vivement contestée, ait été consensuelle au sein d'un public par ailleurs particulièrement clairsemé !

Dans ces orientations, il n'est pas non plus question de revenir sur le « retraitement » des combustibles usés à la Hague, pourtant coûteux et extrêmement polluant. Et bien que le projet Astrid, censé relancer la filière des surgénérateurs, ait été abandonné, il n'est pas question de reclasser en déchets les tonnes de plutonium qui s'empilent actuellement à La Hague sous l'étiquette "matière valorisable".

Et bien entendu, alors même que la population est sommée depuis des décennies de réduire ses déchets ménagers, il reste hors de question d'imposer à l'industrie nucléaire une quelconque réduction « à la source » de sa production de déchets radioactifs...

En outre, malgré tous les avertissements exprimés, le gouvernement étudiera des possibilités de dérogation pour la « valorisation » de déchets métalliques faiblement irradiés. Une telle décision ouvre la porte à la dissémination de matières radioactives dans les biens de consommation courante. Nous réaffirmons notre opposition totale à cette dérive, ainsi qu'au projet de [« Technocentre »](#) à Fessenheim auquel le gouvernement a apporté son soutien. Nous dénonçons également ce détournement abusif du concept d'"économie circulaire" par une industrie qui ne tourne pas rond : il n'y a rien de vertueux à prétendre "recycler" de telles substances radioactives au risque d'exposer le grand public, et ce juste pour économiser sur leur gestion !

Qu'elles aient boycotté le débat ou y aient participé de manière critique, les associations et collectifs de protection de l'environnement ont été unanimes sur plusieurs points : le refus de projets imposés et l'urgence de mettre fin à la production de déchets radioactifs, ceux-ci étant, par nature, ingérables. En réponse, le gouvernement, sans rien remettre en question, propose d'appliquer à la « gestion » de ces déchets un vernis participatif qui ne trompe personne. Ce n'est pas ainsi que l'on calmera la colère légitime de toutes les personnes qui refusent qu'on leur impose le risque nucléaire.

À traiter la consultation du public de cette manière, le gouvernement peut s'attendre à un boycott encore plus massif au prochain débat. Mais après tout, nous savons que nucléaire n'a jamais rimé avec démocratie et transparence, pour aucun gouvernement que ce soit.

---

## Notes

[1] La formulation employée, au pluriel ("*nouvelles capacités d'entreposage de combustible usé*") laisse planer le doute : plusieurs installations seraient-elles donc prévues, au lieu d'une seule initialement ?